

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 42 (1901), p. 41-48

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1901__42__41_0

© Société de statistique de Paris, 1901, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1901.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JANVIER 1901.

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 19 décembre 1900. — Installation du nouveau Président : Discours de M. Emile Levasseur, président sortant (Histoire et travaux de la Société de statistique pendant l'année 1900) ; discours de M. Edmond Duval, président pour l'année 1901. — Election d'un nouveau membre titulaire. — Présentation de trois nouveaux membres titulaires. — Présentation d'ouvrages : le Secrétaire général, M. Ducrocq. — Discussion (*suite de la*) sur la communication de M. Ad. Coste : Les lois de la population, d'après M. G. Cauderlier (rectification de la loi de Malthus) : MM. G. Cauderlier, Dr J. Bertillon, March.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Émile Levasseur.

Le procès-verbal de la séance du 19 décembre 1900 est adopté.

M. Émile LEVASSEUR prononce le discours suivant :

Discours de M. Émile Levasseur, président sortant.

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Je dépose les pouvoirs que vous m'aviez confiés l'an dernier. Il n'est pas d'usage, dans notre Société, d'appeler un ancien président à la présidence. Les anciens présidents faisant partie du Conseil, nous sommes assurés de leur concours ; il ne dépend que d'eux de nous le prêter assidûment, et il est intéressant pour la Société d'appeler successivement à entrer dans ce Conseil de nouveaux membres qui ont bien mérité d'elle par leurs services et qui l'honorent par leur situation et leur renommée. Cette considération et le peu de loisir que me laissent mes occupations m'avaient fait hésiter à accepter les fonctions de président ; je me suis laissé convaincre par l'affectueuse insistance de collègues qui pensaient que l'année de l'Exposition universelle, il était utile que la Société fût représentée par un vice-président qui fût de l'Institut international de statistique et depuis longtemps en relation avec des statisticiens étrangers. Ces collègues, pour me décider, m'avaient promis de m'aider dans l'accomplissement de ma tâche. Ils n'y ont pas manqué. Je les en remercie cordialement.

La Société n'avait pas pu adresser aux statisticiens étrangers d'invitation pour tenir un Congrès à Paris ; elle aurait empiété sur les attributions de l'Institut international de statistique qui tient tous les deux ans ses assises et qui, ayant siégé à Kristiania en 1899, doit siéger à Budapest en 1901. Mais elle espérait recevoir à ses séances et à sa table les membres de l'Institut international de statistique que l'Exposition attirerait à Paris. Elle regrette que le Congrès qui en a attiré le plus, celui de démographie, ait eu lieu pendant les mois de vacance où elle interrompt ses travaux et que la dispersion de ses membres, dont beaucoup avaient alors quitté Paris, ne lui ait pas permis d'organiser une réunion. Avant les vacances, elle avait eu l'avantage de recevoir M. Tolman, de New York, qui s'est dévoué à l'amélioration des rapports sociaux entre patrons et ouvriers, et d'entendre M. Fahlbeck, professeur à l'Université de Lund, lui faire une communication sur la *Régularité dans les choses humaines ou les types statistiques et leurs variations* : dans cet intéressant mémoire sur une importante question de théorie de la statistique, l'auteur a défini les divers types de répétition régulière des phénomènes desquels le statisticien déduit les moyennes et les lois. Dans mon ouvrage sur *la Population française*, j'ai signalé, sous le nom de loi de compensation, le mouvement de réaction en hausse ou en baisse qui suit d'ordinaire les années pendant lesquelles la régularité a été dérangée par un accident et j'ai eu la satisfaction de voir M. Fahlbeck signaler aussi cette réaction et l'attribuer, comme je le pense, à l'augmentation ou à la diminution du nombre des cas possibles.

Si la Société n'a pas eu l'occasion de recevoir un grand nombre de statisticiens, la statistique a eu du moins une large part dans les congrès internationaux : principalement dans le *Congrès des valeurs mobilières*, qui a donné lieu à une très importante publication et à un résumé très instructif par M. Neymarck, dans le *Congrès de la propriété foncière*, dans le *Congrès de géographie économique et commerciale*, dans le *Congrès de l'agriculture*, dans le *Congrès de démographie*, qui était entièrement composé de statisticiens et qui a été suivi d'une conférence dans laquelle les délégués de plusieurs États ont adopté la liste des maladies, dressée par le D^r J. Bertillon, et déjà adoptée par l'Institut international de statistique.

La Société de statistique a figuré elle-même honorablement à l'Exposition dans le groupe de l'économie sociale, classe 110. Elle y était représentée par la collection de ses publications, par quelques ouvrages de ses membres et par deux grands tableaux graphiques ; le premier était composé de neuf compartiments ; celui du milieu rappelait les titres de la Société et les huit autres, dressés par des membres de la Société, MM. Schelle, Neymarck, Bienaymé, D^r J. Bertillon, de Foville, Levasseur et des Essars, faisaient voir, par des figures de statistique la Production des métaux précieux ; — le Mouvement de la Banque de France ; — les Dettes publiques européennes ; — le Commerce extérieur des États ; — l'Accroissement de la population des États de l'Europe ; — le Trafic des chemins de fer ; — les *Index numbers* de la valeur des objets de consommation à Paris ; — les Logements à Paris et dans la banlieue. Un emplacement lui ayant été gracieusement offert après que les dispositions de son comité de l'Exposition avaient été arrêtées, elle en a profité pour exposer un tableau graphique du mouvement de la population française depuis le commencement du siècle, comparé au même mouvement dans les pays étrangers, que le Président s'est chargé de dresser.

La Société a reçu la plus haute des récompenses que décernât le jury : un grand prix. Nous avons appris cette bonne nouvelle par notre collègue, M. Yves Guyot, qui était membre du jury, et nous l'avons portée immédiatement à la connaissance de nos autres collègues dans le Bulletin du mois d'août. Nous avons eu la satisfaction de leur annoncer le mois suivant qu'indépendamment des récompenses accordées par le jury à des membres de la Société pour leurs expositions particulières, cinq d'entre eux avaient été promus ou nommés dans la Légion d'honneur : MM. Fontaine, Paulet, Chasseloup-Loubat, Cadoux, Salefranque, et un, M. Laugier, avait été nommé chevalier du Mérite agricole.

Dans les sociétés comme dans la vie humaine, le bonheur n'est pas sans mélange.

A côté de nos succès, nous avons à enregistrer des deuils. Déjà, en 1899, l'année s'était terminée par la perte d'un de nos collègues les plus anciens et les plus sympathiques, M. Émile Yvernès, dont la mort a privé la Société d'un de ses plus précieux collaborateurs. En 1900, nous avons perdu MM. Boutin, Brelay, Beurin-Gresnier qui ont, par leurs travaux, vaillamment servi la science financière, économique et statistique. Nous venons, il y a quelques jours, de rendre les derniers devoirs au doyen des statisticiens de France, M. Maurice Block, membre de l'Institut, qui, obligé par sa santé de s'interdire les sorties du soir, avait cessé de faire partie de notre Société, mais, qui, jusqu'au jour où la maladie l'a abattu, n'a pas cessé d'être sur la brèche, se tenant, et tenant ses lecteurs au courant du mouvement économique et statistique des pays étrangers et défendant, avec la fermeté du savant, les principes de l'école libérale.

Ajoutons encore (à la liste nécrologique) les noms de deux collègues membres étrangers de la Société : MM. Jakchitch, de Belgrade, et M. Janssens, de Bruxelles.

Malgré les travaux des congrès qui ont absorbé une partie du temps de nos collègues, malgré les opérations du jury qui ont occupé plusieurs d'entre eux, l'activité de la Société ne s'est pas ralentie. Nos séances ont été suivies et surtout elles ont été remplies par des communications instructives qui restent consignées dans notre Bulletin et qui témoignent de l'importance comme de la diversité de nos travaux. Outre la Chronique des banques, changes et métaux précieux, la Chronique des transports, la Chronique des questions ouvrières, la Chronique judiciaire, que nous devons à la collaboration de MM. des Essars, Hertel, Bellom et Maurice Yvernès, je rappelle les titres de quelques-unes des communications faites en séance : en premier lieu, quatre communications qui se rapportent à des faits intéressants directement la Société ou à des publications officielles ; la Notice consacrée par M. Fléchet à la mémoire de notre très regretté secrétaire général, Émile Yvernès ; le Compte rendu de la session de l'Institut international de statistique à Kristiania, par M. Neymarck ; le Mouvement de la population en 1898 et en 1899, par M. March, qui a donné lieu à une Note de M. Turquan et qui a été suivi d'un Mémoire de M. Fontaine sur quelques résultats des dénombremens français, et d'un autre de M. March sur la Nouvelle statistique du mouvement de la population en Autriche ; un Rapport de M. Levasseur sur la grande enquête professionnelle de l'Empire allemand en 1895, et un Résumé, par le même, de la Statistique de l'enseignement primaire ; en second lieu, des Études statistiques sur l'infécondité de certaines populations industrielles et sur l'Aptitude de la France à fournir des colons, par M. Arsène Dumont, aptitude qui, dit l'auteur, diffère du goût de l'émigration et des encouragements donnés par l'État, et qui ne lui paraît pas prouvée par l'état démographique de la France, ce qui a provoqué des Observations de M. Vauthier ; sur les Finances de Paris, par M. Cadoux, qui a consacré tout un volume à cette étude rétrospective et contemporaine ; sur les Émissions et remboursements d'obligations des grandes Compagnies de chemins de fer depuis 1883, par M. Neymarck ; sur le Stock d'or en Russie, par M. P. des Essars ; sur le Classement des titres des emprunts de la ville de Paris, par M. Duval ; sur la Répartition des cultes dans certains États de l'Allemagne, sur la Statistique agricole de la Belgique et sur la Dépopulation rurale du département de la Somme, par M. Meuriot ; sur la Philosophie de la statistique des faillites et la statistique du chiffre d'affaires en France de 1872 à 1896, par M. Limousin ; sur la Comparaison du travail à la main et du travail à la machine, par M. Levasseur ; sur la Dette hypothécaire et les résultats des institutions de crédit foncier en France et à l'étranger, par M. Besson ; sur le Rapport des naissances à la population, par M. Juglar ; sur le Répertoire alphabétique des actes de l'état civil, par M. Boursier. L'énumération est longue et, pourtant, elle n'est pas complète. Réduite à une simple indication des titres, elle paraît aride, mais on comprend quelle somme de travail couvrent ces titres et quels services rendent aux sciences sociales de telles études, laborieusement et consciencieusement élaborées par des statisticiens.

Il y a près d'un demi-siècle que la Société poursuit l'accomplissement de la tâche

qu'elle s'est proposée tout d'abord comme but, et à laquelle elle n'a jamais failli. Cette tâche consiste dans « l'étude numérique des faits sociaux » qui est une des définitions (et je crois une des plus claires) de la statistique, c'est-à-dire dans l'énumération, l'élaboration et la comparaison de tous les faits sociaux, de quelque ordre qu'ils soient, qui peuvent être comptés. Son domaine est vaste et varié; ses recherches sont à la base de toutes les études sociales et fournissent aux spéculations de l'économie politique et de toute l'économie sociale des éléments précis, d'une valeur considérable, quand ils ont été scientifiquement rassemblés et classés et qu'ils ont été contrôlés par une critique minutieuse et sagace.

La collection de notre Journal est devenue une mine très riche de renseignements et de travaux statistiques accumulés, mois par mois, depuis la fondation de la Société. Je me félicite d'avoir vu entreprendre, pendant ma présidence, un travail qui en rendra la consultation plus facile : celui d'une table alphabétique des matières des quarante et une années du Journal (1860-1900), travail considérable que nous devons à la complaisance de notre collègue, M. Salefranque. Au nom du Bureau, j'adresse de chaleureux remerciements à M. Salefranque : il rend, par là, un service méritoire à la Société et aux études sociales. Je me félicite aussi du choix que la Société a fait, au commencement de 1900, pour remplacer M. Yvernès dans l'importante et laborieuse fonction de secrétaire général, qu'il remplissait si bien. M. Fléchet, qui a bien voulu se charger de cette fonction, est un des vétérans de la statistique officielle aux travaux de laquelle il a pris une large part, dans deux ministères, successivement pendant plus de trente ans, en dernier lieu pour la composition et la publication de la statistique décennale de l'agriculture. Il ne fera pas oublier M. Yvernès, mais il en sera le digne successeur et il nous empêchera de sentir le vide qu'avait fait tout à coup sa mort.

Maintenant, je rentre dans le rang, d'où je ne suis sorti que par un sentiment de déférence pour le désir exprimé par mes collègues. J'invite à prendre place au fauteuil M. Duval, directeur du Mont-de-piété de Paris. Vous connaissez de longue date M. Duval, et vous avez apprécié depuis longtemps ses travaux et son mérite, que sa modestie ne pouvait pas nous dissimuler. C'est pourquoi vous l'avez, presque malgré lui, appelé à la présidence. Sous sa direction, nous pouvons marcher sans crainte : nos travaux seront bien conduits et la Société ne périlitera pas. (*Applaudissements.*)

M. Émile Levasseur cède alors le fauteuil à son successeur et reçoit, en reprenant place au sein de l'assemblée, les félicitations empressées de ses confrères.

M. Edmond Duval remplace M. Levasseur au fauteuil de la présidence et prend la parole en ces termes :

Discours de M. Duval, président pour l'année 1901.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Je suis profondément touché de l'honneur que vous me faites en m'appelant à la présidence de la Société de statistique de Paris pendant l'année 1901.

Vous savez mon hésitation à accepter cette charge à laquelle je ne me sens pas suffisamment préparé et dont j'envisage les obligations avec une certaine appréhension.

Cette présidence me semble, cette année, d'autant plus difficile qu'elle me désigne comme successeur d'un homme particulièrement honoré de nous tous et qui a pu donner à notre Société, pendant la période si laborieuse de l'Exposition, un peu du prestige qui s'attache si légitimement à son nom, universellement estimé.

Je n'ai pas la prétention de faire devant vous l'éloge de notre vénéré président sortant, cela m'exonère d'une tâche que j'aurais assurément mal accomplie; mais il est indispensable que je remercie, en votre nom, M. Levasseur, du dévouement

persévérant avec lequel il s'est occupé de diriger nos travaux, tout en prenant une part active aux nombreux congrès que l'Exposition et la fin du siècle nous ont valu.

Qui aurait pensé que, menant cette vie d'activité scientifique, M. Levasseur trouvait encore le temps de refondre entièrement, en une édition nouvelle, son *Histoire des classes ouvrières* ; d'en achever le second volume, qui mène son étude jusqu'en 1870, et d'accumuler assurément les matériaux de la troisième partie qu'il nous promet ?

C'est dans la troisième partie de cette œuvre colossale que seront étudiées les questions si brûlantes du travail sous la troisième République.

Quel labeur et quel exemple !

Combien des hommes comme M. Levasseur honorent leur pays et les sociétés qui ont la bonne fortune de pouvoir les placer à leur tête.

Tel est, Messieurs et chers confrères, le Président que vous me demandez de remplacer, et vous comprendrez pourquoi j'envisage avec émotion la fonction qui m'est dévolue.

Je ne voudrais cependant pas que la Société, privée d'une telle direction, périlât, mais, malgré moi, je suis hanté par cette idée que l'histoire a presque toujours enregistré des périodes de décadence à la suite des grands règnes.

On peut toujours, en effet, par hiérarchie ou par droit de naissance, succéder à quelqu'un ; le point est, quand on ne peut l'égaliser, de s'appliquer à ne pas amoindrir son œuvre, et, dans l'espèce, de conserver à notre Société le bon renom de travail dont elle jouit.

Je partage, à cet égard, le sentiment de M. de Bornier, quand il dit, dans son charmant poème : *Les Trois Dumas* :

L'héritage, avant d'être un droit, est un devoir.

Et, pour accomplir ce devoir, j'ai pensé alors, afin de me donner la confiance nécessaire, que la Société comprend aujourd'hui les mêmes membres dévoués qui la composaient l'année dernière :

MM. Levasseur, A. de Foville, Alfred Neymarck, P. des Essars, Schelle, Bienaimé, D^r Bertillon, Cl. Juglar, dont je cite les seuls noms pour les remercier, au nom de la Société, de leur participation effective à notre exposition.

C'est par leurs œuvres que le public a pu connaître la variété des sujets qui retiennent notre attention et la façon ingénieuse et saisissante que les statisticiens emploient pour graver, dans la mémoire de ceux qui les lisent, les résultats synthétisés d'études souvent fort longues et fort arides.

Ceux qui médisent de la statistique sont parfois bien ingrats.

Quelques-uns ne doivent-ils pas à cette science et à ceux qui la pratiquent une légitime reconnaissance ?

Car ils se sont procurés, sans grands efforts, un certain bagage d'une érudition aussi exacte que variée, en prenant chez les statisticiens des notions précises sur une foule de sujets qu'ils n'ont eu ni le temps ni la patience d'étudier dans le détail.

Ce qui a pu créer des détracteurs de la statistique, c'est qu'elle est une science dont il faut, avec une extrême délicatesse, utiliser les enseignements.

Si le statisticien se contente de livrer des chiffres qu'il aura relevés avec conscience, en puisant à des sources sûres, son œuvre est aussi utile qu'inattaquable ; le lecteur aura le soin d'en tirer les conséquences que lui suggéreront son examen et l'orientation de ses idées.

Mais, s'il veut faire apparaître lui-même certaines déductions — car un statisticien est presque toujours doublé d'un économiste, nous en avons la preuve en lisant l'*Annuaire* de la Société d'économie politique — il doit s'appliquer surtout avec le plus grand soin à ne pas chercher, par une combinaison des chiffres, la démonstration préconçue, recherchée, désirée d'un fait déterminé.

On peut dire avec M. Levasseur :

« Économiste, je professe que l'économie politique est une science qui relève de

l'observation, et je sais que le premier devoir d'un économiste est d'étudier et d'exposer consciencieusement les faits, mais je déclare que son devoir est de tirer de l'étude des faits une doctrine, sous peine de n'être qu'un collectionneur. »

Si là est évidemment la fonction et le devoir de l'économiste, je pense qu'il est bien des cas où le laborieux statisticien a les mêmes obligations et qu'il ne doit pas toujours se résoudre à n'être que ce malheureux collectionneur : ouvrier d'une humble besogne, d'une utile accumulation de matériaux pour l'œuvre commune de ceux qui se livrent à l'étude des problèmes sociaux.

Et cette dualité, cette existence de deux préoccupations dans le même cerveau me semble comporter moins d'inconvénients, d'ailleurs faciles à atténuer, que d'avantages.

Il est bien rare que l'auteur d'une statistique n'ait pas eu pour objectif, en recueillant les matières qui lui ont servi à établir ses documents, une étude économique.

Les chiffres qu'il présente ont, dans son esprit, un sens particulier qu'il est bon de connaître.

Supprimez les réflexions suggérées à M. Levasseur par les relevés statistiques dont il a donné lecture à l'Institut, le 25 octobre dernier, vous aurez encore un document d'un puissant intérêt et d'une haute utilité, mais vous l'aurez dépouillé de son charme et d'une notable partie de sa valeur.

Il en est de même de l'analyse si lumineuse et si complète que M. Coste a bien voulu nous présenter du livre de M. Cauderlier, et qui va être le thème de la discussion de ce jour.

Je voudrais, par un exemple — très rapidement, pour ne pas abuser de votre patience — vous faire saisir ma pensée et vous faire remarquer combien la limite qu'il conviendrait de ne pas trop franchir, est finement tracée et pour ainsi dire idéale.

Je le prendrai dans les statistiques du Mont-de-piété qui me sont plus familières et dans les graphiques que renferme l'album accueilli à votre exposition.

Ces graphiques reproduisent des tableaux dont les constatations ont valu au Mont-de-piété de Paris un grand prix décerné par le Jury de la classe 112 : *Assistance publique et Bienfaisance privée*.

L'un de ces graphiques montre les fluctuations, en articles et en sommes prêtées, du solde en magasin à chaque fin d'exercice depuis 1777.

Si, en le commentant devant vous, je remarque que dans les années troublées, comme 1814, 1830, 1848, 1851-1852, 1871, les chiffres de ces soldes se sont notablement abaissés, alors que des mouvements de hausse se manifestent en 1821, 1826, 1846, 1861, 1884, 1892, qui ont été plutôt des années d'activité industrielle et commerciale, je fais encore de la statistique.

Mais si j'en tire cette conséquence, en m'appuyant également sur d'autres phénomènes, que le Mont-de-piété fait d'autant plus d'opérations que les affaires générales sont plus actives ; qu'il est, en résumé, le banquier des petits fabricants et marchands ; j'empiète légèrement, me semble-t-il, sur le domaine de l'économie politique, et j'y suis poussé par le désir de diminuer un peu l'aridité de nos travaux.

Dans un autre tableau, j'expose que les gages se classent en deux catégories distinctes : 1° les bijoux, comprenant les objets d'or et d'argent, les pierres précieuses, et 2° les paquets qui sont tous les autres nantissements.

En 1882, il y a 832 000 bijoux et 837 000 paquets ; en 1898, on relève seulement 477 000 paquets et 737 000 bijoux.

Voilà bien de la statistique, même si j'ajoute, sans citer les chiffres que j'ai vus, que Florence, Venise, Genève, Bruxelles, Nancy, Reims, Alger, font les mêmes constatations.

Puis-je aller plus loin, rapprocher ce fait de la disparition du marché du Temple où se traitaient des affaires si considérables en vêtements d'occasions et conclure que le bon marché des vêtements neufs vendus dans les magasins spéciaux a eu pour conséquence d'avilir la qualité des hardes qui, autrefois, étaient accueillies dans la proportion du double au Mont-de-piété ?

Puis-je vous citer, à cet égard, l'opinion du rapporteur des comptes du Mont-de-piété de Venise, qui s'exprime ainsi en 1899 :

« La diminution du capital employé en engagements est causée par l'amoin-
drement de la valeur des objets non précieux, tandis qu'au contraire les gages pré-
cieux sont en augmentation progressive.

« Les dépôts de gages non précieux étant en proportion des besoins de la partie
la plus pauvre de la population, on peut en inférer que les conditions économiques
de notre ville se sont améliorées, grâce à un ensemble de circonstances favorables.

« On n'a pas, en effet, de motifs suffisants pour attribuer les diminutions du con-
tingent des petits gages au mécontentement de la clientèle habituelle ou à un grand
développement de la concurrence de l'industrie privée. D'autre part, pour expliquer
la diminution de l'ensemble des prêts, il est utile de mentionner la baisse de valeur
des marchandises, baisse due spécialement à la surabondance de la production indus-
trielle et à tous ces facteurs d'ordre supérieur qui gouvernent les conditions géné-
rales de l'économie publique. »

Ces réflexions, qui sont du domaine économique, n'éclairent-elles pas nos travaux
et ne sont-elles pas un guide précieux pour nos lecteurs ?

Il me paraît, en résumé, que le statisticien reste bien dans son rôle lorsqu'il const-
tate l'influence des faits qu'il a relevés, sur la situation économique d'un pays,
pourvu qu'il laisse à l'économiste le soin d'examiner si cette influence est avanta-
geuse ou déplorable.

D'ailleurs, vous savez tout cela mieux que moi, et aussi combien il est difficile,
dans les discussions qui s'instituent à nos séances, de nous limiter rigoureusement
sur le terrain exclusif de la statistique.

J'ai remarqué qu'on laisse, à cet égard, une assez grande liberté aux orateurs et
qu'ils n'ont pas l'habitude d'en abuser ; que, d'ailleurs, ces discussions, qui sont le
commentaire nécessaire des travaux communiqués, provoquent des éclaircissements
et des aperçus toujours utiles à l'œuvre commune.

Je vous demande, Messieurs et chers confrères, pour faciliter ma tâche, d'user
toujours avec la même discrétion de ces légers empiétements sur le domaine écono-
mique auxquels, je le reconnais, vous pouvez être quelquefois entraînés par le désir
d'attirer un plus grand nombre de membres à vos réunions mensuelles.

Je compte aussi sur l'ample moisson d'idées que les membres de la Société ont
assurément faite, dans leurs visites à l'Exposition et dans la fréquentation des con-
grès, pour alimenter notre ordre du jour.

Plusieurs de ces congrès, et des plus considérables par le nombre des adhérents
et par l'intérêt des études, ont été, pour un certain nombre des membres de la
Société, l'occasion de succès personnels dont nous devons les féliciter ; il est impos-
sible que tant de travaux accomplis restent pour nous inféconds et qu'ils ne soient
pas ici l'occasion d'intéressantes communications qui les résument ou les complè-
tent pour le plus grand profit de tous et de ma présidence. (*Applaudissements.*)

Est élu, comme membre titulaire, M. Payelle, directeur général des contributions
directes, présent à la dernière séance.

Sont présentés, comme membres titulaires, MM. Octave Delaby, propriétaire, 53,
rue de la Boétie, par MM. Duval et Fléchet ; Albert Fontaine, directeur municipal
des travaux du cadastre de Paris, 43, rue Gros, par MM. Duval et D^r J. Bertillon ;
Gaudin, chef de bureau de la Société générale, etc., 152, rue de Vaugirard, par
MM. Duval et Fléchet.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL prie les membres présents de vouloir bien, en vue de
la publication très prochaine de l'*Annuaire*, l'aviser le plus tôt possible de leurs
changements d'adresses.

Vient ensuite la lecture des ouvrages adressés à la Société. M. le Secrétaire gé-
néral cite les suivants, offerts par leurs auteurs : *La dernière année du siècle*, par
M. Alfred Neymarck, qui veut bien en mettre un certain nombre d'exemplaires à la
disposition de ses collègues. Il en est de même pour *la Morale et la science*, par

M. Vauthier ; trois monographies : *Le pêcheur côtier maître de barque, de l'archipel Chusan (Chine)*, par M. Simon, ancien consul ; — *L'aveugle accordeur de pianos à Levallois-Perret*, par M. Jacques des Forts ; — *La verrerie ouvrière d'Albi* (2^e partie). Les deux premières se rattachent à la collection des *Ouvriers des Deux-Mondes*, la troisième a été publiée par le *Musée social*. Sont à mentionner, en outre : *La statistique scolaire en Russie*, par MM. Falborck et V. Tscharnolovsky, ainsi que deux études de M. Ernest Solvay, de Bruxelles, intitulées : *Notes sur le productivisme et le comptabilisme* et *Lettres sur le productivisme et le collectivisme*.

La Société a reçu également un certain nombre de documents officiels, dont on trouvera plus loin la liste, p. 72. Toutefois, il convient de signaler particulièrement ici, un *Aperçu historique de la Hollande en 1812*, étude historique, géographique, économique et statistique. Cet ouvrage, composé jadis par un fonctionnaire français, le baron d'Alphonse, et resté manuscrit, vient d'être publié en français par le gouvernement hollandais. M. Bertillon s'associe aux éloges que M. le Secrétaire général fait de ce curieux ouvrage.

M. Ducrocq présente le 4^e volume de son *Traité du Droit administratif et de législation française des finances*. Ce volume, comme le cinquième, est consacré à l'Etat ; il traite de la personnalité civile et du domaine de l'Etat.

Il offre également une *consultation* rédigée pour la ville de Lyon au sujet des taxes de stationnement sur la Saône et le Rhône. Le droit, pour la ville, d'établir ces taxes avait été contesté et six arrêts avaient donné raison aux réclamants (Compagnie générale de la navigation du Rhône et de la Saône). Contrairement à ces arrêts, M. Ducrocq a établi la légalité des taxes et la Cour de cassation s'est prononcée dans le même sens.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la communication de M. Ad. Coste (1) sur *les lois de la population*, d'après M. G. Cauderlier.

L'auteur du document analysé étant présent à la séance, M. le Président invite M. G. Cauderlier à prendre le premier la parole dans la discussion. La réponse écrite de M. G. Cauderlier à quelques-unes des réflexions émises dans la séance du 21 novembre 1900 (2) prend un tel développement qu'elle constitue une véritable étude que l'on trouvera insérée à la page 51 du présent numéro.

Quelques réflexions sommaires sont émises par MM. le D^r J. Bertillon et March, mais, vu l'heure avancée, la suite de la discussion est remise à la prochaine séance, dont l'ordre du jour se trouve ainsi arrêté :

- 1^o Suite de la discussion *sur les lois de la population*.
- 2^o Communication de M. Vauthier : *La prévision en statistique* ;
- 3^o Communication de M. Alfred Neymarck : *Les émissions et remboursements des obligations de chemins de fer pendant l'année 1900*.

La séance est levée à 11 heures 1/2.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
E. DUVAL.